

*Les compte-rendu des ateliers font état des discussions menées lors de ces temps d'échange et mettent en avant les propositions issues de ces moments de réflexion. Il vous est possible de réagir à ces propositions, de participer au débat ou de formuler de nouvelles propositions en remplissant le formulaire sur le site internet Ensemble sur nos Territoires.*

## **Rééquilibrer l'emploi dans les territoires : sortir de l'aspirateur métropolitain**

### Constat de départ :

On observe partout en France un développement économique à plusieurs vitesses qui amène à s'interroger sur la responsabilité des métropoles dans ces équilibres. La politique de concentration des emplois très qualifiés dans le cœur métropolitain touche aujourd'hui ses limites (gentrification, crise du logement, problématique du transport, engorgement des services publics...) et nécessite de définir un nouveau modèle, dont la logique ne peut être la répartition des habitants sur les communes périphériques. C'est bien le rééquilibrage des emplois, notamment les plus qualifiés, vers les villes moyennes qui est une des clefs d'un nouvel aménagement du territoire. Il faut fonder un nouveau dialogue entre les territoires.

Quels outils, quelles règles pour réussir ce rééquilibrage ? Les élus des territoires ruraux, des villes petites ou moyennes, sont confrontés dans le même temps à des injonctions contradictoires en matière de développement : zéro artificialisation nette des sols, accueil de nouvelles populations travaillant dans la métropole, maintien d'une offre de services publics et équipements de proximité sans marge de manœuvre financière... Comment concilier nécessité de développement économique, renforcement du service public et préservation des espaces agricoles et naturels ?

### Éléments principaux de la table ronde :

La question de l'équilibre de l'emploi dans les territoires est considérée comme une problématique majeure pour assurer un développement durable sur l'ensemble du territoire. Si la ruralité connaît de nombreuses difficultés, notamment vis-à-vis des centres urbains, il existe toutefois des potentialités pour ces territoires qui ont souvent été oubliés. En effet, pendant longtemps, et encore aujourd'hui, la métropolisation est considérée comme un des principaux leviers de développement économique. Dans ce cadre, les territoires ruraux doivent bénéficier par capillarité de l'essor et du dynamisme des métropoles. Cependant, les participants ont mis en avant que la diffusion de l'attractivité économique des métropoles vers les territoires ruraux n'était pas automatique. Toutefois, tout n'est pas perdu pour la ruralité. En effet, il a été évoqué que les territoires ruraux ont été protégés du déterminisme économique, ce qui laisse ouvert des opportunités de développement. Il a été souligné qu'il était parfois difficile pour un territoire spécialisé de se relever d'une crise touchant son secteur d'activité principal.

De plus, les participants ont évoqué l'impuissance des collectivités en matière économique dans le sens où les décisions sont prises en dehors du territoire et qu'elles ne sont pas maîtrisées par les acteurs locaux. Des choix d'investissement dépendent souvent de l'Etat. Ainsi, les participants ont questionné la manière pour les collectivités de reprendre le contrôle de leur développement, d'autant plus que l'Etat fait de la politique économique par filière. Il est donc essentiel de réinventer les modes de gouvernance pour une meilleure coopération entre les institutions locales et nationales.

La question de l'offre de formation et des lieux de formation a été évoquée. Le constat est que les métropoles aspirent de nombreuses formations dont les emplois ne situent pas sur son territoire mais hors métropole. Il semble alors essentiel de développer une stratégie autour des « territoires

apprenants », avec la promotion de l'apprentissage au cœur des territoires. Le développement d'une stratégie de formation dans les territoires a été souligné comme fondamental pour assurer la montée en compétence de tous les territoires, et notamment des territoires ruraux. Il est aujourd'hui trop difficile pour les apprenants de trouver des formations sur leur territoire.

La montée en compétence d'un territoire est considérée comme un levier efficace pour permettre aux territoires hors métropole de trouver des débouchés de développement. Il a été évoqué l'intérêt de développer un réseau d'universités de proximité sur lequel les territoires pourraient appuyer leur attractivité.

Dans le même temps, la question de la spécialisation des territoires a été évoquée. Les territoires ruraux doivent-ils se spécialiser pour être producteur de richesse ? La mono spécialisation a été critiquée comme étant un facteur de trop grande dépendance d'un seul et même secteur économique.

#### Propositions ESNT et Atelier :

- **Réforme de la fiscalité locale, avec renforcement de la péréquation entre les territoires ;**
- **Modulation de la fiscalité des entreprises suivant leur localisation ;**
- **Conférence des intercommunalités à l'échelle des départements, avec un rôle de définition d'une stratégie équilibrée emploi/logement (outils dédiés : agence foncière, SCOT départemental) ;**
- **Développement d'un réseau d'Universités de proximité ;**
- **Remise en question de la production dans les territoires pour lutter contre la mono-spécialisation et travailler à la complémentarité des territoires.**